

Corruption. En Europe aussi, les lanceurs d'alerte vont devenir une espèce protégée

THE ATLANTIC - WASHINGTON

Publié le 13/11/2019 - 11:48



L'Union européenne a adopté début octobre une directive visant à mieux protéger les lanceurs d'alerte. Pour *The Atlantic*, il était temps : ces derniers sont les forces vives des sociétés libres et jouent un rôle de plus en plus important pour combattre des crimes qui dépassent les frontières.

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

Si quelqu'un à la Deutsche Bank – ou dans quelque autre établissement financier, cabinet comptable ou administration financière d'un pays européen – est en possession de preuves d'activités douteuses sur les comptes de Donald Trump, le moment est idéal pour

les communiquer.

Certains employés de la banque allemande (qui a longtemps continué à prêter de l'argent à Trump) sont peut-être en mesure de lever le voile sur les sources de revenus du président américain et l'importance des dettes qui le lient à la Russie. Et, par chance, l'Union européenne vient d'adopter une nouvelle directive qui protégera tous les travailleurs (aussi bien du secteur public que privé) qui signaleront les actes illégaux commis par les élites qui portent atteinte à l'intérêt public. Les employés sont souvent témoins de pratiques de corruption, et la démocratie et l'État de droit dépendent de ce qu'ils ont à dire.

Adoptées en avril 2019 [par le Parlement européen] et avalisées par les ministres de la Justice européens début octobre, les nouvelles règles arrivent à point nommé. Les lanceurs d'alerte sont les forces vives des sociétés libres. Mettre en place partout sur la planète des lois pour les protéger, une initiative apparue aux États-Unis dans les années 1770, est impératif dans un monde où les réseaux de corruption ne connaissent pas les frontières.

Les transactions opaques de Trump

Les transactions financières de Donald Trump (qui restent très opaques) relient une banque allemande, des investisseurs russes et des biens immobiliers dans divers pays. Les 11 millions de documents des Panama Papers qui ont été communiqués aux journalistes ont révélé l'existence d'une véritable industrie mondiale de l'évasion fiscale. L'année précédente, le scandale LuxLeaks avait montré que le Luxembourg aidait les multinationales à ne pas payer d'impôts ou presque.

LuxLeaks a eu un impact considérable sur l'opinion publique européenne. Dans cette affaire, le lanceur d'alerte avait été Antoine Deltour, un Français qui avait travaillé comme auditeur dans le cabinet luxembourgeois de PricewaterhouseCoopers.

“Deux ans après avoir été embauché, a-t-il raconté lors de la première réunion du Whistleblowing International Network (WIN) [Réseau international pour le lancement d'alerte] à Glasgow, en Écosse, en septembre dernier, j'ai audité une petite entreprise et j'ai remarqué qu'elle n'avait ni activité ni employés ni salaires, et pourtant elle réalisait plusieurs millions d'euros de bénéfices. Tout ce qu'elle faisait, c'était prêter de l'argent à d'autres entreprises dans des pays avec un taux d'imposition élevé.”

En remontant les flux financiers, Deltour s'est rendu compte que les bénéfices qui n'étaient

pas imposés au Luxembourg ne l'étaient pas non plus ailleurs.

Il a finalement découvert que de grandes multinationales comme Pepsi, IKEA et la Deutsche Bank avaient passé des accords avec le duché pour échapper à l'impôt.

“Ne pas être entendu”

Deltour, qui n'avait que 28 ans à l'époque, sut ce qu'il était de son devoir de faire. Il communiqua à un journaliste les situations fiscales de plus de 300 multinationales basées au Luxembourg. *“Le pire pour un lanceur d'alerte, a ajouté Deltour à Glasgow, c'est de ne pas être entendu. On a alors l'impression de ne plus rien comprendre au monde.”*

L'affaire LuxLeaks, puis celle des Panama Papers l'année suivante (en 2015) et l'assassinat en 2017 et 2018 de journalistes qui avaient dénoncé la corruption à Malte et en Slovaquie, ont poussé les groupes militants à battre le rappel et fait comprendre le besoin urgent de protéger ceux qui mettent au jour la corruption pratiquée dans les hautes sphères au risque de perdre leur travail, et parfois plus encore.

J'ai assisté à la première conférence du Whistleblowing International Network. Le fait qu'elle a réuni 74 représentants venus de 28 pays, du Nigeria à la Serbie en passant par l'île Maurice, est de bon augure.

Le Royaume-Uni n'a adopté sa loi sur la protection des lanceurs d'alerte qu'en 1998. Beaucoup de pays, y compris des démocraties européennes, ont longtemps considéré que ce type de mesures concernait uniquement les États-Unis et le Royaume-Uni. Début 2019, les lanceurs d'alerte étaient effectivement protégés par la loi dans seulement 15 des 28 États membres de l'Union européenne.

Un rapport de Transparency International publié en 2013 recense les premiers termes employés pour traduire l'expression “lanceur d'alerte” dans plusieurs pays européens. Presque tous ont une connotation négative. En tchèque, l'une des premières traductions était un mot signifiant “informateur” ou “indic”. En espagnol, le premier terme utilisé, *denunciante* [“dénonciateur”], évoque également la trahison.

Réticences allemandes

L'Allemagne et la France, deux des membres les plus puissants de l'Union européenne, se sont d'abord opposés à la nouvelle directive européenne. L'Allemagne faisait partie des pays qui n'avaient pas de loi sur la protection des lanceurs d'alerte, en partie parce que les nazis et la Stasi [la police politique de l'Allemagne de l'Est] avaient encouragé la

dénonciation et avaient pour coutume de payer des informateurs.

L'attitude de la France s'explique différemment. Une loi sur la protection des lanceurs d'alerte était déjà en vigueur dans le pays, et les autorités craignaient que le texte de Bruxelles imposant une nouvelle définition des lanceurs d'alerte ne vienne détruire ce qui avait été accompli.

Mais la position des deux pays a évolué et la directive de l'UE a été adoptée à l'unanimité. Ce qui a changé depuis 2015, c'est qu'il est devenu impossible d'ignorer l'ampleur de la corruption des élites au niveau mondial. L'assassinat de journalistes d'investigation à Malte et en Slovaquie a déclenché un mouvement dans lequel les défenseurs de la transparence et les syndicats ont uni leurs forces et fait aboutir la nouvelle loi européenne.

La mort de Jan Kuciak et de Daphne Caruana Galizia

En Slovaquie, les meurtres du journaliste Jan Kuciak et de sa fiancée ont suscité plusieurs vagues de manifestations massives qui ont fait tomber le gouvernement. À Malte, où la journaliste Daphne Caruana Galizia a été tuée en 2017 par une bombe placée dans sa voiture, les choses ont été plus difficiles à changer. Membre de l'UE depuis 2004 seulement, Malte est un petit pays dont la situation géographique entre l'Afrique du Nord et l'Europe en faisait la plaque tournante idéale d'un réseau de corruption international qui se livre à plusieurs sortes de trafic, au blanchiment d'argent et à la fabrication de faux passeports.

Peu avant sa mort, Daphne Caruana Galizia avait enquêté sur le programme gouvernemental qui autorise la vente de la citoyenneté maltaise. Elle avait remarqué que beaucoup de Russes achetaient des passeports maltais. La procédure avait beau être légale, elle pensait qu'il y avait anguille sous roche. Son meurtre montre qu'elle avait raison. Le fait que les coupables courrent toujours a contribué à convaincre la population que l'UE avait besoin de lois anticorruption plus strictes.

Les crimes qui dépassent les frontières ne peuvent pas être combattus par un seul pays. Les mesures anticorruption sont essentielles à l'État de droit.

La nouvelle loi européenne protège les lanceurs d'alerte qui signaleront une violation du droit de l'UE contre toute forme de représailles, comme un licenciement, une rétrogradation ou autre. Elle impose également aux États membres d'accompagner les lanceurs d'alerte comme le méritent tous les gardiens de l'intérêt public.

Europe, États-Unis, même combat

L'Europe et les États-Unis ont le même intérêt à lutter contre la corruption internationale. En voyant Donald Trump essayer d'accueillir le prochain G7 dans l'un de ses hôtels, un procureur général, William Barr, parcourir la planète pour tenter de discréder l'enquête sur l'ingérence russe dans les élections américaines et de sombres individus de Malte à Moscou se mêler de la politique américaine, on peut s'attendre à ce qu'il y ait davantage d'alertes lancées en Europe dans les mois à venir.

Dans un monde où on laisse les élites manipuler le système à leurs propres fins, la corruption est vouée à prospérer de façon infinie. Protéger les lanceurs d'alerte peut permettre aux citoyens de reprendre les rênes. Comme l'a écrit la journaliste afro-américaine Ida B. Wells en son temps, "*le peuple doit savoir pour pouvoir agir*".

Allison Stanger